

« Nous assistons à l'écroulement d'un monde, des forces immenses sont sur le point d'être déchaînées »

Entretien avec Frédéric Lordon

Frédéric Lordon est économiste. Il est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne (CSE). Ses derniers ouvrages parus sont D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins (Seuil, 2011), Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza (La Fabrique, 2010) et L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique (La Découverte, 2011)

Il a accordé un long entretien à La Revue des Livres fin décembre 2011.

Il nous livre ses commentaires et analyses de la crise économique actuelle et de ses origines. Avec un ton incisif et un regard acerbe, il revient sur les causes et effets de la crise elle-même, mais commente également le traitement de l'économie par les médias, la place de l'économie au sein de l'institution universitaire, et l'éventuelle sortie de l'euro. Sonnant le glas du projet néolibéral, l'actualité est, nous dit-il, une occasion unique de changements profonds : un monde s'écroule sous nos yeux.

RdL : Que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui est en train d'arriver sous nos yeux, depuis au moins une trentaine d'années, depuis 2008, depuis quelques mois, ces dernières semaines ?



Frédéric Lordon : C'est une leçon de choses historiques. Ouvrons bien les yeux, on n'a pas souvent l'occasion d'en voir de pareilles. Nous assistons à l'écroulement d'un monde et ça va faire du gravât. L'histoire économique, en tout cas celle qui a fait le choix de ne pas être totalement bornée – je veux parler d'auteurs comme Kindleberger, Minsky ou Galbraith – a depuis longtemps médité l'effrayant pouvoir de destruction de la finance libéralisée. Il fallait de puissants intérêts – très évidemment constitués – à la cécité historique pour remettre sur les rails ce train de la finance qui a déjà causé tant de désastres ; en France, comme on sait, c'est la gauche de gouvernement qui s'en est chargée.

De sorte que, à la lumière de ces leçons de l'histoire, on pouvait dès le premier moment de la dérégulation financière annoncer la perspective d'une immense catastrophe, et ce sans pourtant savoir ni où, ni quand, ni comment exactement elle allait se produire. La catastrophe en question aura pris vingt ans pour survenir, mais voilà, nous y sommes. Notons tout de même qu'un scénario que certains avaient envisagé d'assez longue date considérait l'hypothèse de la succession de crises financières sérieuses, rattrapées mais, aucune des contradictions fondamentales de la finance de

marché n'étant résolues, enchaînées selon un ordre de gravité croissante, jusqu'à la big one. Sous ce rapport, la première crise de la série n'aura pas pris un an pour se manifester puisque le grand krach boursier se produit en 1987... après le big bang de 1986. Puis elles se sont succédé à intervalle moyen de trois ans. Et nous voilà en 2007. 2007, n'est-ce pas, et pas 2010. Car le discours libéral n'a rien de plus pressé que de nous faire avaler l'idée d'une crise des dettes publiques tout à fait autonome, européenne dans son principe, et imputable à une fatalité d'essence de l'État impécunieux. Or le fait générateur est bien la crise de la finance privée, déclenchée aux États-Unis, expression d'ailleurs typique des contradictions de ce qu'on pourrait appeler, pour faire simple, le capitalisme de basse pression salariale, dans lequel la double contrainte de la rentabilité actionnariale et de la concurrence libre-échangiste voue la rémunération du travail à une compression continue et ne laisse d'autre solution à la solvabilisation de la demande finale que le surendettement des ménages.

C'est cette configuration qui explose dans le segment particulier des crédits hypothécaires [plus connus sous le nom de subprimes] et qui va, en un an, déstabiliser tout le système financier étatsunien, puis, interconnexions bancaires obligent, européen, jusqu'au moment Lehman. Là, on est au bord de l'effondrement total et il faut sauver les banques. Je dis « il faut sauver les banques », car la ruine complète du système bancaire nous ramène en cinq jours à l'équivalent économique de l'état de nature. Mais il ne s'agit pas de le sauver et puis rien ! Or c'est ce que font tous les gouvernements, en se contentant à partir de 2009 d'annoncer des projets de re-régulation où le ton martial le dispute à l'innocuité. Trois ans plus tard, la re-régulation financière n'a pas quitté le stade velléitaire – ce qui est tout à fait regrettable car le système bancaire est encore plus vulnérable qu'en 2007, alors que point une crise d'un format très supérieur... Entre-temps, les banquiers remis à flot jurent ne plus rien devoir à la société sous prétexte que la plupart d'entre eux ont remboursé les aides d'urgence reçues à l'automne 2008.

Évidemment, pour rétablir leur bonne conscience en même temps que leurs bilans financiers, il leur faut feindre d'ignorer l'ampleur de la récession que le choc financier a laissée derrière lui. C'est de ce choc même que viennent dans un premier temps l'effondrement des recettes fiscales, l'envol mécanique des dépenses sociales, le creusement des déficits, l'explosion des dettes puis, dans un deuxième temps, les plans d'austérité... réclamés par la même finance qui vient d'être sauvée aux frais de l'État ! Donc, depuis 2010 et l'éclatement de la crise grecque, la finance rescapée massacre les titres souverains sur les marchés obligataires alors qu'elle aurait trépassé si les États ne s'étaient pas saignés pour la rattraper du néant. C'est tellement énorme que c'en est presque beau... Pour couronner le tout, les marchés exigent – et bien sûr obtiennent – des États des politiques de restriction coordonnées qui ont le bon goût de conduire au résultat exactement inverse de celui supposé recherché : la restriction généralisée est telle que les recettes fiscales s'effondrent aussi vite que les dépenses sont coupées, si bien qu'in fine les dettes croissent. Mais l'austérité n'est pas perdue pour tout le monde : son parfait prétexte, « le problème des dettes publiques », aura permis à l'agenda néolibéral d'engranger de spectaculaires progrès, inenvisageables en toute autre circonstance.

On l'a déjà compris, la leçon de choses est bien moins économique que politique. Elle est d'ailleurs tellement riche qu'on ne sait plus par quel bout l'attraper. Il y a, d'un côté, l'extraordinaire position de pouvoir conquise par l'industrie financière qui peut forcer les puissances publiques à son secours, puis aussitôt se retourner contre elles dans la spéculation sur les dettes souveraines, et pour finir refuser toute re-régulation sérieuse. Il y a, d'un autre, la force de l'agenda néolibéral qui, inflexible,

poursuit sa route au milieu des ruines qu'il a lui-même créées : jamais le néolibéralisme n'a connu si prodigieuse avancée qu'à la faveur de... sa crise historique, l'explosion des endettements publics ayant créé une formidable opportunité pour une entreprise de démantèlement de l'État social sans précédent, par plans d'austérité et « pacte pour l'euro » interposés.

Où que le regard se tourne, il ne trouve que régressions phénoménales. Il y a enfin, et peut-être surtout, la crise historique de l'idée de souveraineté, attaquée de deux côtés. Du côté des marchés financiers, puisqu'il est maintenant évident que les politiques publiques ne sont pas conduites d'après les intérêts (seuls) légitimes du corps social, mais selon les injonctions des créanciers internationaux, devenus « corps social concurrent », tiers intrus au contrat social, ayant spectaculairement évincé l'une de ses parties.

Et du côté de la construction européenne, puisque, en « bonne logique », il faut reconduire et approfondir ce qui s'est déjà montré toxique à souhait : en l'occurrence le modèle européen tel qu'il soumet les politiques économiques nationales, d'une part à la tutelle des marchés de capitaux, d'autre part à un appareil de règles dont le durcissement est en train de conduire à la dépossession complète des souverainetés au profit d'un corps de contrôleurs (la Commission) ou de contraintes constitutionnelles (« règles d'or »), et dont il faut simplement imaginer la dépression où elles nous auraient plongés, eussent-elles été appliquées dès 2008 – celle-là même en fait vers laquelle nous nous dirigeons gaillardement...

Mais peut-être la vraie leçon de choses commence-t-elle maintenant seulement car des forces énormes sont sur le point d'être déchaînées. Si, comme on pouvait le pressentir en fait dès 2010 au moment du lancement des plans d'austérité coordonnés, l'échec macroéconomique annoncé conduit à une vague de défauts souverains, l'effondrement bancaire qui s'ensuivra immédiatement (ou qui le précédera par un effet d'anticipation des investisseurs) sera, à l'inverse de celui de 2008, irrattrapable, en tout cas par les États puisque les voilà financièrement sur le flanc ; il ne restera plus que l'alternative de l'émission monétaire massive, ou de l'éclatement de la zone euro si la Banque centrale européenne (et l'Allemagne) se refuse à cette première solution.

En un week-end, nous changerons littéralement de monde et des choses inouïes pourraient se produire : réinstauration de contrôles des capitaux, nationalisations flash, voire réquisition des banques, réarmement des banques centrales nationales – cette dernière mesure signant d'elle-même la disparition de la monnaie unique, le départ de l'Allemagne (suivie de quelques satellites), la constitution d'un éventuel bloc euro-sud, ou bien le retour à des monnaies nationales. Quand cette conflagration surviendra-t-elle ? Nul ne peut le dire avec certitude. On ne peut exclure qu'un sommet européen parvienne enfin à taper suffisamment fort pour calmer un moment la spéculation.

Mais ce temps gagné n'empêchera pas la macroéconomie de faire son oeuvre : lorsque s'imposera, d'ici six à douze mois, le constat de la récession généralisée, elle-même résultat de l'austérité généralisée, et que les investisseurs verront monter irrésistiblement le flot des dettes publiques supposées devoir être arrêtées par les politiques restrictives, la conscience de l'impasse totale qui se fera à ce moment entraînera les opérateurs à nommer eux-mêmes une « capitulation », c'est-à-dire une ruée massive hors des compartiments obligataires et, par le jeu des mécanismes de propagation dont la finance libéralisée a le secret, une dislocation totale des marchés de capitaux tous segments confondus.

Et pendant ce temps les tensions politiques s'accumulent – jusqu'au point de rupture ? Comme tous les seuils critiques du monde social-historique, on ne sait pas ex ante où il se trouve ni ce qui détermine son franchissement. La seule chose qui soit certaine est que la dépossession généralisée de la souveraineté (par la finance, par l'Europe néolibérale) travaille en profondeur les corps sociaux et qu'il s'en suivra nécessairement quelque chose – et là encore on ne sait pas quoi. Le meilleur ou le pire. On sent bien qu'il y aurait matière à réécrire une version actualisée de La Grande Transformation de Polanyi, en reprenant cette idée que les corps sociaux agressés par les libéralismes finissent toujours par réagir, et parfois brutalement – à proportion, en fait, de ce qu'ils ont préalablement enduré et « accumulé ».

Dans le cas présent, ce n'est pas tant la décomposition individualiste corrélative de la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie qui pourrait susciter cette violence réactionnelle, mais l'insulte répétée faite au principe de souveraineté comme élément fondamental de la grammaire politique moderne. On ne peut pas laisser les peuples durablement sans solution de souveraineté, nationale ou autre, peu importe, faute de quoi ils la récupéreront à toute force et sous une forme qui éventuellement ne sera pas belle à voir.

RdL : La « crise de la dette » est d'abord une crise de la zone euro, où les déséquilibres s'accumulaient et que la crise financière a déstabilisée. Il s'agit donc d'une crise monétaire, de façon encore latente (car l'euro n'a pas encore dévissé ni explosé) mais évidente. Le probable effondrement de l'euro pourrait prendre plusieurs formes : une forme atténuée, avec la création de deux zones monétaires – selon un partage entre le Nord et le Sud (dont la France) ou entre le centre (dont la France) et la périphérie –, ou une forme plus dramatique, avec la pulvérisation générale de l'euro et le retour à dix-sept monnaies nationales. La monnaie étant une construction politique, la question qui se pose est d'ordre politique : à quelles conditions (politiques) cet effondrement pourrait ne pas provoquer le triomphe des affects nationalistes et xénophobes, mais au contraire favoriser un rapprochement de(s) (certains) peuples pour de nouvelles constructions (monétaires, financières, budgétaires, politiques...) solidaires ? Si la sortie de l'euro est aujourd'hui probable, comment (bien) en sortir ?

FL : Je serais d'abord assez tenté de reprendre les termes mêmes de la question pour souligner ce paradoxe que ce qu'on nomme la « crise de l'euro », précisément, n'est pas en première instance une crise monétaire. L'une des particularités des événements actuels tient au fait que la monnaie européenne ne fait l'objet d'aucun rejet, ni de la part des résidents de la zone ni des investisseurs internationaux, comme en témoigne le fait que la parité euro-dollar se maintient à quelques fluctuations près. En tout cas voilà le fait : il n'y a pas (pour l'heure) de fuite devant l'euro, ni interne ni externe. Y en aurait-il une qu'elle ne serait que le développement terminal d'une crise dont la nature en fait est autre.

Mais alors que peut-elle être si elle n'est pas stricto sensu monétaire ? La réponse est qu'il s'agit d'une crise institutionnelle. C'est le cadre institutionnel de la monnaie unique, comme communauté de politiques économiques, qui est menacé de voler en éclats consécutivement à des crises financières ayant pour épïcêtres les dettes publiques et les banques. Si l'euro explose, ce sera à la suite de défauts souverains tels qu'ils entraîneront immédiatement un effondrement bancaire – à

moins que celui-ci ne se produise tout seul, par pure et simple anticipation des premiers. Dans tous les cas, le coeur de l'affaire sera une fois de plus le système bancaire et l'impossibilité de le laisser aller à la ruine sans autre forme de procès – proposition dont il faut sans cesse redire qu'elle n'est pas équivalente à « le remettre sur les rails et le faire repartir pour un tour » ; j'en profite donc pour ajouter qu'après m'avoir fait longtemps très peur, la perspective de cet effondrement m'est presque devenue agréable, car l'occasion serait enfin créée d'abord de nationaliser intégralement le secteur bancaire par saisie pure et simple, puis de le faire muter sous l'espèce d'un « système socialisé du crédit 1 ».

Si donc nous nous plaçons dans l'hypothèse de l'effondrement bancaire, la question est de savoir quelle est, en l'absence des États, eux-mêmes ruinés, l'institution capable d'organiser le redressement financier des banques pour leur faire reprendre leur activité de fourniture de crédit. Dans cette configuration, il n'en reste plus qu'une : la banque centrale européenne. Elle ne devrait pas seulement leur assurer un soutien de liquidité (ce qui est déjà le cas) mais les débarrasser de leurs actifs dévalorisés et les recapitaliser, et enfin garantir les dépôts et les épargnes. Inutile de dire qu'à l'échelle du secteur bancaire entier, c'est une opération de création monétaire massive à laquelle il faudra consentir. La BCE y est-elle prête ? Sous influence allemande, il est à craindre que non.

Or l'urgence extrême de restaurer dans leur intégrité les encaisses monétaires du public et de rétablir le fonctionnement du système des paiements appellera une action dans la journée ! C'est dire que les longues tergiversations pour « parler à nos amis allemands » ou renégocier un traité auront depuis belle lurette disparu de la liste des solutions pertinentes. Face à ce qu'il faut bien identifier comme des enjeux vitaux pour le corps social, un État, confronté au non-vouloir de la BCE, prendrait immédiatement la décision de réarmer sa propre banque centrale nationale pour lui faire émettre de la monnaie en quantité suffisante et reconstituer au plus vite un bout de système bancaire en situation d'opérer.

Observant alors au coeur de la zone une ou des source(s) de création monétaire hors de contrôle, c'est-à-dire une génération d'euros impurs, susceptible de corrompre les euros purs dont la BCE a seule le privilège d'émission, l'Allemagne, cour constitutionnelle de Karlsruhe en tête, décréterait immédiatement l'impossibilité de rester dans une telle « union » monétaire devenue anarchique et la quitterait sur le champ, probablement pour refaire un bloc avec quelques suiveurs triés sur le volet (Autriche, Pays-Bas, Finlande, Luxembourg).

Quant aux autres nations, elles auront alors à choisir entre reconstituer un bloc alternatif ou bien retourner chacune à son propre destin monétaire, la France quant à elle tâchant de faire des pieds et des mains pour embarquer avec l'Allemagne sans être le moins du monde assurée d'être acceptée à bord.

Cet éclatement serait-il voué à libérer des résurgences nationalistes ? C'est l'éternel argument des amis de l'Europe libérale et de la mondialisation réunies : l'état présent des choses ou bien la guerre ? On pourrait commencer en leur faisant observer que l'état du continent tel qu'on l'a observé entre 1945 et 1985, et qu'un blind test leur ferait sans hésiter considérer comme l'enfer économique sur terre (protectionnisme, monnaies nationales, plan, souverainetés séparées, nationalisations, notamment des banques), a été des plus calmes sous le rapport des inquiétudes qu'ils feignent d'éprouver.

Poursuivant dans cette pente, on pourrait également leur faire remarquer, par un argument a contrario, que les nationalismes, les séparatismes et les extrémismes de droite ne se sont jamais si bien portés que depuis que les pays ont été soumis à la fêrule de la mondialisation libérale. Ce que je veux dire par là est en fait fort simple : il y a des formes d'internationalisme qui sont les pires ennemis de l'internationalisme.

Car il est bien certain que, sous couleur de grande intégration économique mondiale, malmener les corps sociaux comme l'aura fait la mondialisation présente, avec en prime le discours de « l'évidence » cosmopolite de la nouvelle oligarchie, naturellement doublé de son mépris moralisateur pour les « frileux » et les « repliés sur soi », est le plus sûr moyen de faire enrager les gens. Quand les salariats nationaux sont objectivement placés en situation d'antagonisme, par exemple par la férocité des formes variées de la concurrence (concurrence commerciale ou bien concurrence des territoires par les standards sociaux), il faut vraiment la candeur universaliste (pour ne pas dire la bêtise scolastique) des intellectuels pour aller leur faire la leçon sur le thème des horizons radieux du cosmopolitisme.

Et il est inutile d'en appeler à leur sens des solidarités internationales quand les conditions institutionnelles concrètes de l'« internationalisme » présent ont méthodiquement détruit ces solidarités. Comme toutes choses, l'internationalisme et le dépassement des nationalismes ont leurs conditions de possibilité, et ce sont avant tout des conditions matérielles. À tout le moins votre question pose le problème dans ses termes pertinents : les termes de la constitution et de la composition (positive ou négative) des affects communs. Il y a des affects communs d'appartenance nationale – et à leur propos il vaut mieux se tenir à la leçon de Spinoza : ni déplorer ni détester, mais comprendre.

Et il y a aussi de possibles affects communs de classe. C'est toujours la même question, celle des découpages, compartimentaux ou transversaux, selon lesquels se constituent les rassemblements. Quand ces derniers prévalent sur les premiers, ça peut en effet donner la première Internationale. Mais quelles sont les conditions de cette prévalence ? Je ne crois pas qu'il y ait de réponse générale à cette question. Parle seule la clinique affective de la conjoncture considérée. Si l'on envisage par exemple la question à l'échelle globale de la mondialisation, on pourrait dire que la dynamique ascendante du salariat chinois lui crée trop d'intérêt à la continuation d'un régime de croissance pour l'heure tirée par les exportations² et donc, plus largement, à un régime non coopératif du commerce international.

Pour que l'affect commun transverse l'emporte sur les affects communs nationaux et que se fasse jour le sentiment d'une solidarité de classe qui puisse réunir les salariats de pays différents, il faut préalablement les sortir du rapport d'antagonisme objectivement configuré par les structures économiques présentes, tel qu'il les rive à leurs intérêts respectifs sans la moindre perspective de leur dépassement spontané. D'abord parce que les agents ne suivent jamais que leurs lignes d'intérêt et que leur demander de s'en écarter est un songe creux s'il ne leur est pas proposé des intérêts de substitution. Solidarité n'est que l'autre nom d'un alignement ou d'une compatibilité d'intérêts – où la notion élargie d'intérêt ne renvoie pas exclusivement à des intérêts matériels (mais les comprend assurément).

J'aurais ainsi tendance à penser qu'un régime de protectionnisme modéré qui créerait pour l'économie chinoise les incitations à cheminer plus vite vers un régime de croissance autocentrée, tirée par la constitution d'un marché intérieur, ferait bien davantage et pour les salariés chinois et pour la possibilité de solidarités salariales internationales que tous les appels moralistes aux vertus de l'internationalisme abstrait. Car voilà le drame de cette idée « internationaliste » : je me demande si on ne peut pas en dire ce que Deleuze disait des Droits de l'Homme : c'est un gros concept (« gros comme une dent creuse » !). Son abstraction le voue à entrer dans la catégorie de ce que Spinoza nomme les « idées générales », un être d'imagination qui flotte en l'air sans aucun ancrage dans des situations historiques concrètes. Et de plus en plus, la discussion internationaliste séparée de ses cliniques affectives particulières m'apparaît comme un parfait non-sens.

Que dit alors la présente clinique européenne ? Que rien n'interdisait a priori de penser la constitution d'une union monétaire à moins qu'on ne lui donne la pire configuration possible – celle de Maastricht-Lisbonne ! Pour toutes les convulsions qui s'ensuivraient, l'éclatement de l'euro aurait au moins le mérite de nous débarrasser de ce fléau institutionnel et de recréer les conditions d'une construction alternative. L'opportunité sera-t-elle saisie ? Et si oui, par qui ? La seule chose que l'on puisse dire est que le départ de l'Allemagne ôte la difficulté principale, celle qui venait d'avoir soumis toute la construction aux obsessions idiosyncratiques d'un seul – encore une question d'affects collectifs et de leur compatibilité –, d'où avaient suivi : l'indépendance de la banque centrale, l'exposition par principe des politiques économiques aux marchés de capitaux, leur encadrement par des règles automatiques anti-démocratiques.

C'est le jeu de cet agencement institutionnel, dont nous voyons aujourd'hui les résultats tragiques, qui a fini par rendre cette monnaie européenne, et non l'idée d'une monnaie européenne en soi, odieuse aux peuples – à raison ! Pour peu qu'on leur propose un agencement institutionnel qui les soustraie à la maltraitance économique et politique de l'euro, une nouvelle monnaie européenne pourrait en principe voir de nouveau le jour, dans la foulée même de la précédente. Quand on y pense, le cahier des charges est assez simple – il se déduit par inversion radicale des caractéristiques de l'euro actuel – et a en fait pour unique ligne directrice le respect scrupuleux du principe de souveraineté.

En clair : 1) exclusion des marchés financiers du financement des déficits publics, c'est-à-dire de leur effraction comme tiers intrus au contrat social ; 2) soustraction des politiques économiques à des règles automatiques et restitution à des institutions politiques unifiées entièrement souveraines ; 3) annulation du statut d'indépendance de la banque centrale, remise dans le périmètre de la souveraineté démocratique. Et s'il ne se trouve ni volontés politiques d'une telle reconstruction ni dynamiques affectives communes pour les soutenir ? Alors ce sera évidemment le retour aux monnaies nationales qu'il faut justement qualifier : non comme catastrophe nationaliste certaine, mais comme occasion manquée.

On peut, et c'est mon cas, trouver préférables les projets de dépassement des actuelles nations puisque, sous les bons agencements institutionnels, ils augmentent les puissances individuelles et étendent les chances de paix. Mais s'il n'y a à choisir qu'entre, d'une part, des agencements générateurs de violence économique et négateurs de la souveraineté politique, et, d'autre part, les solutions nationales, alors pour ma part je n'hésite pas un seul instant.

Et tout ceci à la condition de voir au moins que les entreprises de « dépassement » ne sont finalement jamais que des projets de reconstruction de nation mais à une échelle étendue. Pour peu qu'on se soit donné comme boussole absolue le principe de souveraineté, c'est-à-dire avoir admis sa clôture intrinsèque, on peut nommer nation tout ensemble se proposant de le déployer et, partant, mieux se faire à l'idée que la « nation » ainsi redéfinie est un principe plastique mais indépassable, même s'il est toujours possible à ceux qui en ont le loisir d'en penser le point asymptotique : la nation-monde – mais alors à la condition de ne plus prétendre faire de la politique dans la conjoncture présente.

RdL : Comment le champ des (rares) économistes français de gauche a-t-il été reconfiguré par la crise ?

FL : Pour la première fois il s'est organisé, et c'est un événement ! Il s'est organisé sur deux plans. D'abord dans le registre de l'intervention dans le débat public de politique économique : ce sont les « Économistes Atterrés ». Sans doute y avait-il des économistes critiques prenant part au débat public, isolément ou dans des organisations comme Attac ou la Fondation Copernic, mais c'est la première fois qu'un groupe se constitue en qualités d'économistes, et c'est aussi pour nous une manière de dire que la profession, très justement mise en cause pour ses incroyables carences, quand ce ne sont pas ses compromissions de toutes sortes, n'est pas entièrement vérolée.

Ensuite, les économistes de gauche se sont aussi organisés académiquement en créant l'AFEP (Association française d'économie politique), très délibérément démarquée de l'officielle AFSE (Association française de science économique) – où l'on retrouve au passage que les différentes manières de nommer une discipline sont rien moins que neutres. Plus encore que les Atterrés, l'AFEP signale, dans le registre le plus légitimateur, celui de la théorie économique, que la « communauté » des économistes n'est pas une.

Elle indique également qu'il y a un lien entre les options intellectuelles dominantes dans le champ des économistes et la catastrophe générale qui se déroule sous nos yeux. Elle dénonce l'effarant manque de pluralisme d'un univers « scientifique », pourtant en tant que tel réputé ouvert au débat intercritique. Je sais bien que ces choses peuvent sembler des considérations de boutique, bien faites pour n'intéresser que les insiders du champ, et en même temps il faut bien voir quelles en sont les conséquences très concrètes – et très dévastatrices – à l'extérieur : la science économique dominante a considérablement contribué à faire la finance contemporaine et les marchés financiers, c'est elle encore qui informe les politiques économiques d'austérité ; son rôle dans le désastre historique est accablant.

L'acharnement avec lequel les économistes orthodoxes ont entrepris d'éradiquer, car c'est vraiment en ces termes qu'il faut dire les choses, toute différence hétérodoxe et toute pensée critique est très impressionnant. Ce sont des affaires tout à fait concrètes, très mesquines vues du dehors, de sombres petites histoires de postes, de bourses de thèse, de colloques et de revues. Mais il faut savoir par exemple qu'il ne « passe » plus un seul hétérodoxe à l'agrégation de science économique, qu'il n'y a plus une seule promotion au grade de directeur de recherche pour les hétérodoxes au CNRS, et que, même après la crise, cette politique d'éradication continue de plus belle.

Évidemment, ces seuls faits suffisent à organiser la disparition de l'hétérodoxie par pure et simple attrition démographique : plus personne habilité à encadrer des thésards égale disparition des thésards ! Les conditions d'entrée dans les institutions académiques sont si atrocement adverses pour de jeunes docteurs hétérodoxes qu'il faut des saints – ou bien des fous – pour envisager de s'y lancer. Or il faut rapporter tout ceci à ce verdict intellectuel qui va paraître invraisemblable de prétention et que je n'hésiterai pourtant pas un instant à prononcer : la pensée hétérodoxe a eu tout juste et les économistes orthodoxes tout faux ! Et bon courage à ceux qui continuent de croire que la science (économique en tout cas) est un univers de purs esprits.

C'est là qu'on voit l'autonomie relative et la clôture sur soi du champ, normalement à compter parmi ses bonnes propriétés, se retourner contre lui : le choc énorme de la crise n'y a produit presque aucun effet. Et nous n'avons même pas la reine d'Angleterre ! Elle, au moins, s'est majestueusement étonnée que, parmi tout ce que le Royaume compte de distingués économistes, il ne s'en soit pas trouvé un ayant pignon sur rue (leurs hétérodoxes à eux, comme les nôtres, vivent dans des caves) pour voir venir le coup et avertir du séisme. Et les économistes de la Royal Academy ont bien été forcés de répondre. On ne peut pas dire qu'il en soit sorti grand-chose, mais, au moins, ils ont dû s'expliquer un peu. En France, rien, nada ! Les mêmes continuent de tenir colloque, de ne rien changer à leurs petits modèles, et la chasse à courre à l'hétérodoxe continue d'aller bon train.

On me dira que j'exagère un peu en soutenant qu'il ne se passe « rien », et ce ne sera pas complètement inexact : j'ai auparavant dans vos colonnes mêmes envisagé le renversement de l'hégémonie de la théorie néoclassique et son remplacement par le paradigme de la neuro-économie comportementale². On aurait pourtant tort de croire qu'on gagnerait au change, intellectuellement ou politiquement... Et comme il m'est impossible d'expliquer en détail ici pourquoi, je me contente d'une super ellipse en invitant les gens à découvrir le Allianz Global Investors Center for Behavioural Finance : ils y verront les plus fameux neuro-économistes déjà maqués avec l'un des plus importants investisseurs institutionnels de la planète, et ils devraient donc par anticipation savoir à quoi s'en tenir : oui, les anciens orthodoxes ont collaboré avec la finance qui a fini par s'en écrouler, mais les nouveaux n'ont rien de plus pressé que de prendre leur place !

RdL : Est-ce que le terme « néolibéralisme » est utile et approprié pour désigner ce qui fait la singularité de tout ou partie des transformations contemporaines du capitalisme ? Qu'est-ce qui caractérise le néolibéralisme, et quel rôle jouent la finance et la dette dans la logique qui est la sienne ? Curieusement, comme l'a souligné Maurizio Lazzarato³, Michel Foucault, dans sa généalogie de la pensée néolibérale qui a contribué à mieux saisir la nouveauté du néolibéralisme, à ne plus voir en lui qu'un retour au laisser-faire du XIXe siècle, n'accorde pas le moindre rôle à la question de la finance et de la dette...

FL : Il ne m'a jamais semblé très pertinent de juger un propos à travers ce qu'il laisse de côté sauf évidemment à ce que le manque ait visiblement valeur de symptôme ou bien à ce qu'il nuise décisivement à l'intention démonstrative de l'auteur. On aura donc du mal à reprocher à Foucault de ne pas avoir fait le tour complet du néolibéralisme, à plus forte raison à l'époque où le cours Naissance de la biopolitique est prononcé, alors qu'on en est encore au tout début du processus et qu'il aurait fallu une redoutable prescience pour en anticiper tous les développements à venir – je

rappelle par exemple que l'effondrement du taux d'épargne des ménages étasuniens et l'envol de leur taux d'endettement, fait caractéristique par excellence du capitalisme néolibéral, ne se produisent qu'à partir de 1984-1985 ; en France il faudra attendre le milieu des années 1990, moment de l'installation dans un régime de mondialisation « franche ».

Pour autant, Maurizio Lazzarato a incontestablement raison sur une chose : si l'on comprend le néolibéralisme non pas comme simple configuration de licences étendues mais comme régime de normalisation positive, alors, évidemment, il faut y inclure tous les effets de la dette. Je vais avoir l'air de faire dans l'oecuménisme facile (et pourtant je le pense vraiment !) : il faut moins reprocher à Foucault d'avoir oublié l'endettement et la finance – qu'il pouvait difficilement voir – que savoir gré à Lazzarato de les avoir ajoutés au tableau d'ensemble.

Reste la question de savoir si la période actuelle tombe entièrement et exclusivement sous le concept du néolibéralisme tel qu'il nous est livré par la pensée foucauldienne. Sur ce point, je serais un peu plus réservé. Il est bien certain que l'insistance de Foucault à défaire une vue des institutions ne les connaissant que sous l'espèce de la négativité, pour les faire enfin apparaître dans la positivité de leur production normative, permet de saisir une caractéristique très profonde de la période actuelle – les secteurs de la société soumis au fléau du pouvoir normalisateur de l'évaluation en savent quelque chose.

Et il était sans doute utile d'apercevoir cette productivité des institutions, notamment étatiques, pour ne pas commettre l'erreur consistant à assimiler le néolibéralisme à un libéralisme classique simplement intensifié – « ultra » comme on l'a beaucoup dit. Qu'il y ait du nouveau dans ce « libéralisme »-là, justifiant pleinement son préfixe, n'est donc pas douteux, et s'il était probablement nécessaire au début de « tordre le bâton dans l'autre sens », il ne faudrait pas non plus oublier tout ce que le régime actuel a conservé du libéralisme classique entendu comme abatement des dispositifs de contention permettant de retenir l'élan des puissances privées.

Je ne partage donc pas l'idée que la lecture « libéraliste » du néolibéralisme était un contresens total. À l'évidence, elle manque la positivité normalisatrice du « néo » et l'instauration d'un régime très particulier de disciplinarisation, mais elle saisit néanmoins le prolongement et l'approfondissement des traits du libéralisme le plus classique : défaire les cadres institutionnels, réglementaires, et légaux qui contraignaient les actions des agents et les retenaient – pour les plus puissants en tout cas – de pousser leur avantage au-delà d'un certain seuil affecte décisivement la distribution des ressources de pouvoir dans la société et notamment le rapport de force capital-travail.

Il est très clair que ce rapport change du tout au tout selon que l'on passe d'une économie où des droits de douane font régner un protectionnisme modéré, où le régime des investissements directs est sous contrôle strict, la finance rigoureusement encadrée et compartimentée dans des espaces réglementaires nationaux, les banques surveillées et (souvent) nationalisées, la Bourse et le pouvoir actionnarial quasi inexistant, à une économie où le libre-échange fait jouer le plus violemment possible la concurrence entre espaces à standards socio-productifs abyssalement différents, où le régime des investissements directs totalement libéralisé déchaîne le chantage aux délocalisations, où la finance est déréglementée (là, est-il besoin de s'appesantir ?), et où le pouvoir actionnarial règne en maître sur les entreprises.

Or les dynamiques économique-politiques qui se mettent en place du fait de ces transformations structurelles procèdent d'abord très classiquement de la libération des élans de puissance privés, du fait de l'abaissement des retenues institutionnelles ; soit pour le dire plus simplement : d'une extension du laisser-faire, et ceci même si cette extension ne s'opère pas sponta sua mais suppose l'intervention déréglementatrice, exogène, des politiques publiques, nationalement ou par traités européens, accords et organismes internationaux (OMC, AGCS, etc.) interposés.

Il reste en tout cas que bon nombre des phénomènes de la période actuelle relèvent en premier lieu de cet effet d'élargissement de l'ensemble stratégique des agents – quelle est la latitude des actions licites qui s'offrent à eux ? – de telle sorte, évidemment, qu'il ne profite qu'aux plus puissants. Dès lors que ces derniers peuvent faire des choses qui leur étaient interdites, ils les feront s'ils peuvent en tirer avantage. Si délocaliser (ou menacer de le faire) aide à gagner sur le niveau des salaires et les conditions de travail, ils délocaliseront ; si l'injonction d'extraire toujours plus de rentabilité des capitaux propres permet d'intensifier la productivité, ils enjoindront, et ainsi de suite.

Pour autant, il y a moins à opposer les effets du « néo » et du « vétéro » qu'à les articuler : c'est l'effet « laisser-faire » qui soutient l'effet « normalisation ». Il faut avoir d'abord entamé la négativité des cadres institutionnels pré-existants, et que les dominants aient étendu leur ensemble stratégique, pour pouvoir instaurer de nouvelles positivités normalisatrices. Les normes de l'évaluation qui ravagent tant de secteurs de la société trouvent sans doute pour partie leur origine dans la révolution financière qui a imposé et diffusé un peu partout ses propres schèmes normatifs – rating, reporting, benchmarking...

Le paradigme de l'évaluation permanente, c'est la finance libéralisée – qui, comme son nom l'indique, a été... libéralisée ! Pour que ces schèmes apparaissent, il a d'abord fallu abattre des barrières qui restreignaient la latitude stratégique des investisseurs. Décompartmenter, déréglementer, désintermédier, dénationaliser ont été les prérequis de la nouvelle positivité normalisatrice de la finance, et toutes ces actions ont à voir avec la question – négative – des limites.

Si bien qu'il faudrait peut-être se donner un nouveau concept de la configuration présente du capitalisme : il s'agit non pas simplement de néolibéralisme au sens foucauldien que le terme a désormais pris, mais, le bâton tordu et puis détordu, de quelque chose qui ferait les parts égales du « néo » et de l'« ultra ».

RdL : Il y a quelque chose d'assez « fou », d'assez ahurissant dans tout cela, dans notre incapacité collective à arrêter la catastrophe en cours. Est-ce que le qualificatif de « suicidaires », appliqué aux « élites » politiques et économiques, est approprié ? Comment une telle hybris est-elle sociologiquement possible ? Comment se fabriquent des élites aussi « folles » ?

FL : En général, il est de bonne méthode de ne recourir que le plus tard possible, et même préférablement pas du tout, aux catégories de la psychopathologie pour rendre compte d'un phénomène social, mais il faut bien reconnaître que dans le cas présent on ne peut pas s'empêcher d'y songer...

Dans Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Marx, mi-consterné, mi-sarcastique, soulignait déjà l'incapacité de la bourgeoisie à dépasser ses intérêts les plus « bornés et malpropres ». Un siècle et demi plus tard on ne peut toujours pas dire que la rationalité, fût-elle celle des intérêts particuliers des dominants, soit le moteur de l'histoire. D'une certaine manière, il faut en prendre la meilleure part : après tout, la catastrophe étant sans doute le mode historique le plus efficace de destruction des systèmes de domination, l'accumulation des erreurs des « élites » actuelles, incapables de voir que leurs « rationalités » de court terme soutiennent une gigantesque irrationalité de long terme, est cela même qui nous permet d'espérer voir ce système s'écrouler dans son ensemble.

Il est vrai que l'hypothèse de l'hybris, comprise comme principe d'illimitation, n'est pas dénuée de valeur explicative. C'est d'ailleurs une façon d'en revenir à la discussion précédente sur le néolibéralisme, ou plutôt sur ce qui subsiste en lui de « vétéro », et même d'« ultra ». Car c'est bien l'abatement des dispositifs institutionnels de contention des puissances qui pousse irrésistiblement les puissances à propulser leur élan et reprendre leur marche pour pousser l'avantage aussi loin que possible. Et il y a bien quelque chose comme une ivresse de l'avancée pour faire perdre toute mesure et réinstaurer le primat du « malpropre » et du « borné » dans la « rationalité » des dominants.

Ainsi, un capitaliste ayant une vue sur le long terme n'aurait pas eu de mal à identifier l'État-providence comme le coût finalement relativement modéré de la stabilisation sociale et de la consolidation de l'adhésion au capitalisme, soit un élément institutionnel utile à la préservation de la domination capitaliste – à ne surtout pas bazarder ! Évidemment, sitôt qu'ils ont senti faiblir le rapport de force historique, qui au lendemain de la seconde guerre mondiale leur avait imposé la Sécurité sociale – ce qui pouvait pourtant leur arriver de mieux et contribuer à leur garantir trente années de croissance ininterrompue –, les capitalistes se sont empressés de reprendre tout ce qu'ils avaient dû concéder. Aux États-Unis, les conservateurs, qui n'ont pas peur de se montrer pour ce qu'ils sont, ont donné à cette perspective de reconquête son nom le plus clair : « a roll back agenda... »

Il faudrait pourtant s'interroger sur les mécanismes qui, dans l'esprit des dominants, convertissent des énoncés d'abord grossièrement taillés d'après leurs intérêts particuliers en objets d'adhésion sincère, endossés sur le mode la parfaite généralité. Et peut-être faudrait-il à cette fin relire la proposition 12 de la partie III de l'Éthique de Spinoza selon laquelle « l'esprit s'efforce d'imaginer ce qui augmente la puissance d'agir de son corps », qu'on retraduirait plus explicitement en « nous aimons à penser ce qui nous réjouit (ce qui nous convient, ce qui est adéquat à notre position dans le monde, etc.) ».

Nul doute qu'il y a une joie intellectuelle particulière du capitaliste à penser d'après la théorie néoclassique que la réduction du chômage passe par la flexibilisation du marché du travail. Comme il y en a une du financier à croire à la même théorie néoclassique, selon laquelle le libre développement de l'innovation financière est favorable à la croissance. Le durcissement en énoncés à validité tout à fait générale d'idées d'abord manifestement formées au voisinage immédiat des intérêts particuliers les plus grossiers trouve sans doute dans cette tendance de l'esprit son plus puissant renfort.

C'est pourquoi la distinction des cyniques et des imbéciles est de plus en plus difficile à faire, les premiers mutant presque fatalement pour prendre la forme des seconds. À bien y regarder, on ne trouve guère d'individus aussi « nets » – il faudrait dire aussi intègres – que le Patrick Le Lay de TF1

qui, peu décidé à s'embarrasser des doctrines ineptes et fausement démocratiques de la « télévision populaire », déclarait sans ambages n'avoir d'autre objectif que de vendre aux annonceurs du temps de cerveau disponible ; rude franchise dont je me demande s'il ne faut pas lui en savoir gré : au moins, on sait qui on a en face de soi, et c'est une forme de clarté loin d'être sans mérite.

Pour le reste, il y a des résistances doctrinales faciles à comprendre : la finance, par exemple, ne désarmera jamais. Elle dira et fera tout ce qu'elle peut pour faire dérailler les moindres tentatives de re-réglementation. Elle y arrive fort bien d'ailleurs ! Il n'est que de voir l'effrayante indigence des velléités régulatrices pour s'en convaincre, comme l'atteste le fait que, depuis 2009, si peu a été fait que la crise des dettes souveraines menace à nouveau de s'achever en un effondrement total de la finance internationale. Pour le coup, rien n'est plus simple à comprendre : un système de domination ne rendra jamais les armes de lui-même et cherchera tous les moyens de sa perpétuation.

On conçoit aisément que les hommes de la finance n'aient pas d'autre objectif que de relancer pour un tour supplémentaire le système qui leur permet d'empocher les faramineux profits de la bulle et d'abandonner les coûts de la crise au corps social tout entier, forcé, par puissance publique interposée, de venir au secours des institutions financières, sauf à périr lui-même de l'écroulement bancaire. Il faut simplement se mettre à leur place ! Qui, en leur position, consentirait à renoncer ?

Il faudrait même dire davantage : c'est une forme de vie que ces hommes défendent, une forme de vie où entrent aussi bien la perspective de gains monétaires hors norme que l'ivresse d'opérer à l'échelle de la planète, de mouvoir des masses colossales de capitaux, pour ne rien dire des aspects les plus caricaturaux, mais bien réels, du mode de vie de l'« homme des marchés » : filles, bagnoles, dope. Tous ces gens n'abandonneront pas comme ça ce monde merveilleux qui est le leur, il faudra activement le leur faire lâcher.

C'est en fait à propos de l'État que le mystère s'épaissit vraiment. Préposé à la socialisation des pertes bancaires et au serpillage des coûts de la récession, littéralement pris en otage par la finance dont il est condamné à rattraper les risques systémiques, n'est-il pas celui qui aurait le plus immédiatement intérêt à fermer pour de bon le foutoir des marchés ?

Il semble que poser la question ainsi soit y répondre, mais logiquement seulement, c'est-à-dire en méconnaissant sociologiquement la forme d'État colonisé qui est le propre du bloc hégémonique néolibéral : les représentants de la finance y sont comme chez eux. L'interpénétration, jusqu'à la confusion complète, des élites politiques, administratives, financières, parfois médiatiques, a atteint un degré tel que la circulation de tous ces gens d'une sphère à l'autre, d'une position à l'autre, homogénéise complètement, à quelques différences secondes près, la vision du monde partagée par ce bloc indistinct.

La fusion oligarchique – et il faudrait presque comprendre le mot en son sens russe – a conduit à la dé-différenciation des compartiments du champ du pouvoir et à la disparition des effets de régulation qui venaient de la rencontre, parfois de la confrontation, de grammaires hétérogènes ou antagonistes. Ainsi par exemple a-t-on vu, aidé sans doute par un mécanisme d'attrition démographique, la disparition de l'habitus de l'homme d'État tel qu'il a pris sa forme accomplie au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'expression « homme d'État » n'étant pas à comprendre

au sens usuel du « grand homme » mais de ces individus porteurs des logiques propres de la puissance publique, de sa grammaire d'action et de ses intérêts spécifiques.

Hauts fonctionnaires ou grands commis, jadis hommes d'État parce que dévoués aux logiques de l'État, et déterminés à les faire valoir contre les logiques hétérogènes – celles par exemple du capital ou de la finance –, ils sont une espèce en voie de disparition, et ceux qui aujourd'hui « entrent dans la carrière » n'ont pas d'autre horizon intellectuel que la réplication servile (et absurde) des méthodes du privé (d'où par exemple les monstruosité du type « RGPP », la Révision générale des politiques publiques), ni d'autre horizon personnel que le pantouflage qui leur permettra de s'intégrer avec délice à la caste des élites indifférenciées de la mondialisation.

Les dirigeants nommés à la tête de ce qui reste d'entreprises publiques n'ont ainsi rien de plus pressé que de faire sauter le statut de ces entreprises, conduire la privatisation, pour aller enfin rejoindre leurs petits camarades et s'ébattre à leur tour dans le grand bain des marchés mondiaux, de la finance, des fusions-acquisitions – et « accessoirement » des bonus et des stock-options.

Voilà le drame de l'époque : c'est qu'au niveau de ces gens qu'on continue à appeler – on se demande pourquoi tant leur bilan historique est accablant – des « élites », il n'y a plus nulle part aucune force de rappel intellectuelle susceptible de monter un contre-discours. Et le désastre est complet quand les médias eux-mêmes ont été, et depuis si longtemps, emportés par le glissement de terrain néolibéral ; le plus extravagant tenant à la reconduction des éditorialistes, chroniqueurs, experts à demi vendus et toute cette clique qui se présente comme les précepteurs éclairés d'un peuple nativement obtus et « éclairable » par vocation.

On aurait pu imaginer que le cataclysme de l'automne 2008 et l'effondrement à grand spectacle de la finance conduirait à une non moins grande lessive de tous ces locuteurs émergeant en guenilles des ruines fumantes, mais rien du tout ! Pas un n'a bougé !

Alain Duhamel continue de pontifier dans Libération ; le même journal, luttant désespérément pour faire oublier ses décennies libérales, n'en continue pas moins de confier l'une de ses plus décisives rubriques, la rubrique européenne, à Jean Quatremer qui a méthodiquement conchié tous ceux qui dénonçaient les tares, maintenant visibles de tous, de la construction néolibérale de l'Europe. Sur France Inter, Bernard Guetta franchit matinée après matinée tous les records de l'incohérence – il faudrait le reconduire à ses dires d'il y a cinq ans à peine, je ne parle même pas de ceux de 2005, fameuse année du traité constitutionnel européen... L'émission hebdomadaire d'économie de France Culture oscille entre l'hilarant et l'affligeant en persistant à tendre le micro à des gens qui ont été les plus fervents soutiens doctrinaux du monde en train de s'écrouler, parmi lesquels Nicolas Baverez par exemple, sans doute le plus drôle de tous, qui s'est empressé de sermonner les gouvernements européens et de les enjoindre à la plus extrême rigueur avant de s'apercevoir que c'était une ânerie de plus. Et tous ces gens plastronnent dans la plus parfaite impunité, sans jamais que leurs employeurs ne leur retirent ni une chronique ni un micro, ni même ne leur demandent de s'expliquer ou de rendre compte de leurs discours passés.

Voilà le monde dans lequel nous vivons, monde de l'auto-blanchiment collectif des faillis.

RdL : Comment comprendre aussi que ce qui arrive ne produise pas une indignation ou une colère plus importante encore, plus déterminée, plus organisée ? Il y a à l'oeuvre comme une « fabrique de l'impuissance », dont l'efficacité surpasse, jusqu'à maintenant, notre capacité à transformer notre indignation en puissance d'agir collective. Quels sont les ressorts de cette fabrique de l'impuissance ?

FL : Il y a là en effet un mystère qu'il appartiendrait à la sociologie ou à la science politique d'éclairer... Mais s'il m'est permis de risquer quelques intuitions, je me demande, pour commencer, s'il ne faudrait pas poser le problème exactement à l'envers : ce qu'il y a à comprendre, ce n'est pas qu'il n'y ait pas de mouvement d'indignation mais que parfois il s'en produise ! Je crains que déplorer l'inertie ou l'apathie des masses ne procède d'un sociocentrisme typique de la skholè intellectuelle ou militante, c'est-à-dire de gens qui ont le loisir, pour les uns de prendre la vue de Sirius et, pour les autres, d'envisager systématiquement le passage à l'action puisque le passage à l'action est par définition l'essence même de leur activité.

On pourra trouver que c'est un argument qui ne vole pas haut, mais il a les robustes propriétés d'un matérialisme rustique : à quoi les gens ont-ils la possibilité d'occuper leur temps ? À part les minorités intellectuelles et militantes, le monde se sépare entre les gouvernants dont c'est l'activité à plein temps de régir la vie des autres, et les gouvernés qui consacrent l'essentiel de leur temps éveillé à leur reproduction matérielle, se trouvant de fait renvoyés en toutes autres matières à la passivité de ceux que l'on régit.

Cette élémentaire asymétrie temporelle entre organisateurs, délégués et payés à plein temps pour organiser, et les « organisés », « opportunément » accaparés par les nécessités de leur survie privée, est le plus sûr garant de la stabilité du pouvoir par un simple effet de saturation temporelle. Les militants, en tout cas ceux d'entre eux qui ne sont pas des activistes professionnels, rémunérés comme tels par une organisation, savent assez ce qu'il en coûte de fatigues supplémentaires, ou de mise sous tension de leur vie personnelle, de s'extraire de la passivité à laquelle les vouerait normalement leur condition matérielle : après huit heures de travail quotidien, les « organisés » n'ont plus que les interstices (les soirées, parfois les nuits, les week-ends) pour trouver à redire aux organisateurs – qui, eux, après avoir « organisé », rentrent dormir.

La force de pesanteur qui résulte de cette division du travail est l'arrière-plan à avoir en tête pour réaliser d'emblée combien le surgissement d'un mouvement social d'ampleur relève d'une sorte de miracle – en tout cas pour réaliser tous les obstacles, temporels, c'est-à-dire matériels, qu'il lui a fallu vaincre.

Comme si ce n'était pas suffisant, il faut compter avec bien d'autres difficultés. Et notamment avec toutes celles qu'on pourrait faire entrer sous la catégorie générale de la trahison des médiateurs. Celle des médiateurs médiatiques pour commencer – il vient d'en être question – qui travaillent à faire passer pour normales (conformes à l'ordre des choses ou aux instructions de la « raison ») les situations les plus anormales.

Mais il faudrait prendre le temps d'une analyse complète des mécanismes qui conduisent les médiateurs médiatiques à ne plus rien médiatiser, c'est-à-dire à maintenir dans l'invisibilité les situations sociales et leurs déterminants véritables – dont la seule exhibition suffirait à nourrir de légitimes fureurs –, et laisser inaudibles les analyses critiques – à quelques exceptions près

systématiquement sous-représentées quand elles ne sont pas par principe déclarées carrément tricarques, à moins qu'on ne leur offre des formats si pauvres qu'elles sont bien certaines de n'avoir aucune chance de « porter ».

Les médias sont de fait gestionnaires du bien collectif en quoi consiste l'accès nécessairement raréfié à l'arène publique, et par là tenus à une obligation de diversité, il faudrait même dire à une obligation d'asymétrie dont devrait bénéficier la critique puisque l'ordre social bénéficie déjà de toute l'asymétrie contraire des forces de la domination. Mais ils ont en quelque sorte privatisé ce bien collectif au profit d'une infime minorité de précepteurs qui, à quelques différences négligeables près, tiennent tous le même langage et, par leur homogénéité, viennent ajouter la domination symbolique à la domination matérielle.

De sorte que, à travers les médias supposément médiateurs mais définitivement oublieux de leur vocation, plus rien ne passe sinon ce qui seul célèbre, encourage, ou bien excuse et réhabilite sans cesse l'ordre néolibéral et ceci, très spectaculairement aujourd'hui, à l'encontre même des crises les plus retentissantes de ce dernier. Je dois confesser qu'il m'arrive de penser qu'un renvoi massif de la clique éditorialiste et experte présente pourrait avoir instantanément des conséquences politiques considérables : qu'on imagine les effets possibles de la dénonciation répétée du caractère odieux du pouvoir actionnarial, de sa responsabilité directe dans les souffrances des salariés – jusqu'au suicide –, la démonstration insistante de l'inanité des politiques d'austérité, ou encore la mise à la question systématique de certains partis (de « gauche ») qui refusent obstinément de mettre sérieusement à leur agenda des problèmes comme l'Europe libérale ou la mondialisation.

Mais je confesse également que c'est probablement là une expérience de pensée oiseuse, et à de multiples titres. Dans l'ordre des trahisons médiatiques (lato sensu), la pire cependant est sans doute celle des médiateurs politiques : partis d'opposition qui ne s'opposent plus à rien ou bureaucraties syndicales devenues expertes à perdre dans les sables les colères populaires.

Est-il utile de consacrer un quart d'heure de plus à l'anatomie pathologique du Parti socialiste ? On peut difficilement l'éviter ne serait-ce que dans la perspective de l'élection présidentielle, et pour faire le constat que, pour cette édition, le candidat Hollande s'y prend non pas, comme le commandait jusqu'ici un léger réflexe de vergogne, huit jours avant le deuxième tour, mais huit mois avant le premier pour faire offre d'alliance avec les centristes, péripétie anecdotique au premier abord, mais en fait raccourci fulgurant qui dit tout ou presque de ce qu'il est permis d'attendre d'une hypothétique présidence socialiste en matière de transformation économique et sociale – à savoir rien.

Tout a déjà été dit sur la compromission historique de la social-démocratie, spécialement française, avec le néolibéralisme mais, pour fermer au plus vite ce lamentable chapitre, on peut tout de même mesurer le degré de faillite historique d'un parti qui ose encore s'appeler « socialiste » à son incapacité à mettre en cause le capitalisme néolibéral au moment où sa crise apoplectique ouvre une fenêtre d'opportunité historique sans équivalent – et l'on finit par se demander quelle sorte d'événement, quel degré de dévastation serait maintenant requis pour qu'en cette matière l'électro-encéphalogramme socialiste émette de nouveau un bip.

Le drame actuel de la période tient donc à l'absence de toute force politique autour de laquelle faire

précipiter les affects communs de colère et d'indignation. Car voilà le problème : il ne faut pas surestimer la capacité des multitudes à s'autoorganiser à grande échelle. La période actuelle le démontre a contrario puisqu'aucun des corps sociaux maltraités par les politiques d'austérité n'a encore dépassé le stade des manifestations sporadiques et sans suite pour entrer dans un mouvement de sédition généralisée.

Les amis de la multitude libre sujet de l'histoire m'en voudront certainement, mais je me demande si pour manifester sa propre puissance politique, elle n'a pas besoin d'un « pôle » qui fasse focalisation et condensation, et qui la rende – ou par lequel elle se rende – « cohérente ». Sauf à rester diffuse, il faut à la multitude des points focaux où « ça précipite », par lesquels elle prend consistance et conscience d'elle-même – même si je ne méconnais nullement tout ce qui peut se passer ensuite de captation et de dépossession à partir de ces points focaux... mais enfin ce n'est pas ici qu'on va régler le problème de l'horizontalité démocratique, même si l'on peut au moins dire que, précisément, elle est un problème, et pas une donnée d'évidence. Pour l'heure, faute d'auto-organisation constatée et de force politique susceptible de faire pôle constituant ou agrégateur, ne restent que des colères diffuses, non coordonnées, incapables de se rejoindre faute de lieu.

Et ce n'est pas sur les directions syndicales qu'il faut compter. Ou si l'on doit compter sur elles, c'est plutôt pour produire les résultats exactement inverses, à savoir ramener à la poussière les germes de colère en voie de fusion. Car, et l'on appréciera la performance, il faut un certain talent dans l'ordre de la négativité pour avoir si artistement volatilisé l'énergie des mobilisations massives de janvier-mars 2009 et des retraites à l'automne 2010. On ne sait pas s'il faut invoquer le dogme (absurde) de la séparation du « syndical » et du « politique » (comme si l'action sur les questions sociales n'avait pas un caractère profondément politique) ou bien (surtout) la compromission des institutions syndicales, comme telles organiquement intégrées dans le jeu institutionnel général et devenues inaptes à s'en extraire pour le remettre fondamentalement en cause.

Mais le fait est là : le formidable bouillonnement de colères qui avait fait descendre les gens par millions dans la rue en 2009 et 2010 et qui, au-delà de l'occasion formelle des retraites par exemple, avait pour mobile manifeste le rejet de tout un modèle de société, n'a non seulement trouvé aucun leader syndical (ou politique) pour verbaliser sa vérité, mais a été consciencieusement dilapidé par les voies habituelles de la déambulation aussi rituelle qu'inoffensive, dans des quartiers soigneusement choisis pour ne recéler aucun point chaud symbolique – qui a vu sur le trajet République-Nation le moindre ministère, un siège de banque ou de grand média ? Je me dis que bientôt, sur cette belle lancée, on n'aura plus qu'à pousser jusqu'au Bois de Vincennes : on aura dérangé quelques écureuils et on rentrera en disant qu'on a bien pris l'air...

RdL : Qu'est-ce qui permettrait d'enrayer cette fabrique de l'impuissance ? Comment reconstituer une capacité d'agir collective, transformatrice et émancipatrice, dans la situation actuelle ?

FL : Strictement dépourvu de toute expérience et de tout talent d'entrepreneur politique, je n'ai pas la moindre idée des voies par lesquelles se reconstituent des capacités d'agir collective, à défaut de quoi je n'ai guère d'autre solution que de faire retour à ma position scolastique et à son point de vue extérieur. Les multitudes se mettent en mouvement quand elles passent certains seuils affectifs.

Mais ces seuils sont-ils les mêmes pour tout le monde ? Non ! Et où se trouvent-ils exactement ? On ne le sait pas ex ante. Les conditions matérielles, telles qu'elles déterminent l'impact différentiel de la crise au travers de la stratification sociale, l'inégale distribution des dispositions à l'acceptation ou à la mobilisation, sont autant de données qui « hétérogénéisent » la « multitude », catégorie dont l'homogénéité trompeuse est un pur effet de nominalisme. Pourquoi le mouvement des Indignés a-t-il si bien pris en Espagne, aux États-Unis même, et si peu en France où nous sommes pourtant portés à nous gargariser de notre « tradition » manifestante et revendicative ?

Dans le cas de l'Espagne, on se demande si la réponse ne tient pas entièrement dans un chiffre : 40 % de taux de chômage des jeunes, c'est-à-dire en particulier une production massive de diplômés qui voient leurs « naturelles » espérances professionnelles brutalement niées par l'exclusion de l'emploi dont ils sont les victimes. Ce sont les enfants de la bourgeoisie, bien dotés en capital culturel et scolaire, mais se découvrant frustrés de ce qu'ils tenaient pour de légitimes aspirations – n'avaient-elles pas jusqu'ici été validées par le système ? – qui se retournent et basculent. Du côté des étudiants étasuniens, c'est peut-être le poids de la dette, au moment où les rapports avec les institutions financières sont profondément détériorés, qui joue un rôle équivalent et fait passer les seuils de l'« intolérable ».

Mais peu importe, dira-t-on, d'où part le mouvement et pour quelles raisons particulières : après tout, il n'est pas d'action désintéressée (au moins en un sens du concept d'intérêt un peu... intéressant). Ce qui compte, indépendamment de ses origines (pudenda origo, pourrait-on dire à la manière de Nietzsche : les origines sont rarement belles à voir), c'est ce que ça produit : est-ce que ça a du levier, est-ce que ça entraîne à sa suite ? Voilà les questions pertinentes. À cette aune, le jugement demeure contrasté. Les Indignés espagnols ont visiblement mis du monde dans la rue... mais avec quelles suites électorales ?

Pour le coup, on devrait vraiment relire le « Élections, piège à cons » de Sartre qui semble avoir été écrit la semaine dernière et tout exprès pour la situation présente : il y déplorait le gouffre qui sépare les mouvements sociaux comme dynamiques créatrices profondément collectives et l'artificialité sérielle du scrutin électoral qui isole (dans les bien nommés isolects) et dissout radicalement toute la force propre, authentiquement politique, du « en commun ».

Alors voilà : les Indignés espagnols descendent dans la rue... et ils se retrouvent avec le Parti populaire de Rajoy. C'est à pleurer.

Avec ou sans Indignés en France, ce sera le même tarif... En l'occurrence, d'ailleurs, c'est plutôt « sans », et là aussi, il y a un mystère. La différence tient en partie, une fois encore, au taux de chômage des jeunes, considérablement moins haut, tout comme le taux de chômage global, qu'en Espagne. À 10 % de taux de chômage global, les enfants de la bourgeoisie française ne souffrent pas encore, leurs positions sont suffisamment robustes, leurs accès suffisamment maintenus pour que la crise ne les malmène pas trop.

Je me souviens de la brève mais violente récession de 1993, le taux de chômage était monté à plus de 12 % et l'on avait, chose inouïe, entendu des représentants notoires du capital commencer à s'inquiéter des ravages dont souffrait la société française ! Ma conjecture à l'époque était que dans

l'entourage de Claude Bébéar, puisque c'est de lui qu'il s'agissait, un fils de famille bien diplômé avait dû rester sur le carreau et que ça avait été comme un traumatisme de découvrir ainsi l'injustice du monde. Mais 12 %, ce n'est pas si loin, cela pourrait même venir très vite compte tenu de ce qui s'annonce. C'était une rude leçon de réalisme politique que Bourdieu, ici très spinoziste, avait donné en rappelant que dans l'Amsterdam du XVIIe siècle, les bourgeois s'étaient décidés à financer des infrastructures de tout-à-l'égout lorsque le choléra, tout à fait oublié des barrières de classe, avait commencé à emporter leurs enfants.

Il en va donc probablement des eaux du chômage comme de celles chargées de miasmes : il faut que le niveau ait suffisamment monté pour venir importuner les dominants et les décider à remettre en cause leur propre système, dès lors que celui-ci devient trop directement attentatoire à leurs propres intérêts...

Et puis, pour leur malheur, les Indignés français ont contre eux deux autres idiosyncrasies bien de chez nous. La première, visible par contraste avec le cas étasunien, tient à l'antipathie spontanée des confédérations syndicales pour toute forme de mouvement dotée des deux haïssables propriétés d'être spontané et de leur échapper en grande partie. À l'inverse, les Occupy ont reçu le soutien discret mais réel, logistique et politique, de syndicats étasuniens peu habitués aux mouvements d'ampleur et plutôt contents de trouver ici une opportunité au moins de « participer » à une démonstration d'échelle (quasi) nationale.

On peut compter sur les confédérations françaises pour ne pas apporter le moindre soutien aux Indignés de La Défense... Le feraient-elles d'ailleurs que ces derniers s'en méfieraient comme de la peste, pressentant, non sans raison, la récupération de bas étage. La seconde tare française bien sûr, c'est l'élection présidentielle et son inoxydable mythologie qui continue de faire croire à beaucoup qu'elle est le moment politique par excellence, que c'est là que les choses se décident vraiment et, justement, ça tombe bien, c'est dans huit mois seulement, donc rendez-vous en mai...

On daube actuellement sur l'hybride Merkozy, mais on rira peut-être moins au moment de découvrir le Sarkollande... Dans ce paysage où tout est verrouillé, où la capture « élitare » a annihilé toute force de rappel, je finis par me dire qu'il n'y a plus que deux solutions de remise en mouvement : une détérioration continue de la situation sociale, qui conduirait au franchissement des « seuils » pour une partie majoritaire du corps social, c'est-à-dire à une fusion des colères sectorielles et à un mouvement collectif incontrôlable, potentiellement insurrectionnel ; ou bien un effondrement « critique » du système sous le fardeau de ses propres contradictions – évidemment à partir de la question des dettes publiques – et d'un enchaînement menant d'une série de défauts souverains à un collapsus bancaire – mais cette fois autre chose que la bluette « Lehman »...

Disons clairement que la deuxième hypothèse est infiniment plus probable que la première... quoiqu'elle aurait peut-être, en retour, la propriété de la déclencher dans la foulée. Dans tous les cas, il faudra sacrément attacher sa ceinture. Et surtout continuer de réfléchir aux formes politiques d'un mouvement social capables de lui éviter toutes les dérives fascistoïdes.

À constater le degré de verrouillage d'institutions politiques devenues absolument autistes et interdisant maintenant tout processus de transformation sociale à froid, je me dis aussi parfois que la question ultra taboue de la violence en politique va peut-être bien devoir de nouveau être pensée,

fût-ce pour rappeler aux gouvernants cette évidence connue de tous les stratèges militaires qu'un ennemi n'est jamais si prêt à tout que lorsqu'il a été réduit dans une impasse et privé de toute issue.

Or il apparaît d'une part que les gouvernements, entièrement asservis à la notation financière et dévoués à la satisfaction des investisseurs, sont en train de devenir tendanciellement les ennemis de leurs peuples, et d'autre part que si, à force d'avoir méthodiquement fermé toutes les solutions de délibération démocratique, il ne reste plus que la solution insurrectionnelle, il ne faudra pas s'étonner que la population, un jour portée au-delà de ses points d'exaspération, décide de l'emprunter – précisément parce que ce sera la seule. ■

Frédéric Lordon, décembre 2011

Mise en page : www.les-crises.fr

NOTES

■ 1. Frédéric Lordon, *La Crise de trop*, Paris, Fayard, 2009. ■ 2. Yves Citton et Frédéric Lordon, « La Crise, Keynes et les esprits animaux », *Revue internationale des livres et des idées*, n° 12, juillet- août 2009. ■ 3. Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.